

Deux ans après, les victimes de crimes de guerre n'ont toujours pas obtenu justice

8 juillet 2016



« Je n'arrive pas à comprendre comment un crime qui s'est produit devant les caméras, pour lequel le monde entier a été témoin du massacre brutal de garçons qui jouaient sur la plage, peut passer comme cela, sans que l'on oblige les criminels à rendre des comptes. » Sobhi Bakr, membre de la famille de quatre garçons tués lors d'une frappe aérienne israélienne le 16 juillet 2014.

Le 8 juillet 2016 marquera le deuxième anniversaire du lancement par l'armée israélienne d'une offensive de 50 jours, qui a fait de nombreuses victimes et causé des destructions d'une ampleur inégalée dans la bande de Gaza.

Dans un rapport rendu public le 7 juillet, Amnesty International demande pourquoi aucune véritable enquête n'a été ouverte et pourquoi personne n'a encore été amené à rendre des comptes pour ces crimes, alors que les deux parties au conflit ont commis des crimes de guerre.

« Durant 50 jours d'offensive, les forces israéliennes ont causé des destructions massives et fait de nombreuses victimes dans la bande de Gaza, tuant près de 1 500 civils, dont plus de 500 enfants », a déclaré Philip Luther, directeur du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

Les seules poursuites résultant des enquêtes menées par l'armée israélienne ont été engagées à l'encontre de trois soldats pour des infractions relativement mineures – faits de pillage et obstruction au bon déroulement d'une enquête. Dans le même temps, des crimes plus graves, dont certains pourraient

constituer des crimes de guerre, sont restés impunis.

Côté palestinien, aucune enquête digne de ce nom n'a été menée sur les violations des droits humains, notamment les crimes de guerre, imputables au Hamas et aux groupes armés palestiniens. Les groupes armés ont effectué des milliers de tirs de mortiers et de roquettes non guidées en direction de zones civiles en Israël, tuant six civils. Les forces du Hamas ont attaqué et exécuté sommairement des Palestiniens considérés comme des ennemis.

« Le fait que personne ne soit amené à rendre des comptes pour des crimes de guerre à l'évidence commis par les deux camps est injustifiable. Deux ans se sont écoulés et il est temps que la roue de la justice se mette à tourner », a déclaré Philip Luther.

Le rapport d'Amnesty International présente des entretiens avec des proches de victimes de la guerre, expose les lacunes des investigations menées par les autorités militaires israéliennes et revient sur plusieurs attaques ayant clairement pris pour cibles des civils, en violation du droit international humanitaire.

Amnesty International demande à Israël de reformer ses mécanismes d'enquête, notamment en veillant à ce que tout organe d'enquête soit indépendant de ceux qui ont mis en œuvre, dirigé ou conseillé des attaques israéliennes. Par ailleurs, le Gouvernement palestinien de « consensus national » doit mener des enquêtes indépendantes sur les crimes de guerre commis par les Palestiniens durant la guerre de 2014.

Les autorités du Hamas à Gaza doivent faire preuve de transparence quant au déroulement des investigations sur les exécutions sommaires et les violations des droits humains visant des Palestiniens à Gaza.

Enfin, Amnesty International exhorte toutes les parties à coopérer pleinement avec l'examen préliminaire conduit par la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) sur les crimes présumés commis durant le conflit.

Lire aussi : [Amnesty International](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Deux-ans-apres-les-victimes-de-crimes-de-guerre-n-ont-toujours-pas-obtenu>